



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2014-70**

**Séance du 9 octobre 2014 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille quatorze, le neuf octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents:**

MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Hervet, Laget, Petit, Serra, Weber  
Mmes Albigès, Bertin, Castillo, Chibani, Fraisse, Pervent, Maury, Vella

**Absents excusés:**

Mme Bérard procuration à M. Laget, Mme Olivier procuration M. Caizergues, Mme Vilaplana procuration à M. Billette, M. Lenoir procuration à M. Petit, M. Palau procuration à Mme Vella, M. Perez

**Secrétaire de séance:** M. Serra

**Nombre de membres en exercice:** 23

**Date de convocation et affichage**

**Présents:** 17

**Absents:** 6

3 octobre 2014

**Procurations:** 5

**Votants:** 22

**Objet:** adhésion au contrat du Centre de Gestion pour les garanties statutaires

M. le maire rappelle que la commune par délibération en date du 23/01/2014 a demandé au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault de négocier un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi N° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986.

M. le maire précise ensuite que le Centre de Gestion a communiqué à la commune les résultats la concernant et propose d'accepter la proposition de contrat.

Le conseil, après en avoir délibéré :

- Vu la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;
- Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatifs aux contrats d'assurance souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

- décide à l'unanimité d'accepter la proposition suivante: ALLIANZ/2A2P, durée du contrat : 4 ans, date d'effet : 1er janvier 2015

pour les agents permanents immatriculés à la CNRACL :

- risques garantis : décès, accident de service/maladie professionnelle, longue maladie, maladie de longue durée, maternité-adoption; temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, infirmité, allocation d'invalidité temporaire taux : 3.54 %

pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL :

- risques garantis : congé de maladie, congé de grave maladie, maternité-paternité-adoption, accident ou maladie imputable au service; taux : 1.89 % (franchise de 10 jours)

- autorise M. le maire à signer les conventions en résultant.



Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 9 octobre 2014  
Roger CAIZERGUES  
Maire

Certifiée exécutoire compte tenu de la date :  
- d'envoi dématérialisé en préfecture le:  
- d'affichage le:

nomenclature:4.1.6